

Venezuela : entretien avec la Coordination nationale de Marea Socialista

« Construire un nouveau gouvernement qui serait l'expression réelle du mouvement populaire ! »

dimanche 16 décembre 2012, par [GARCIA Juan](#), [GAUDICHAUD Frank](#), [GÓMEZ Gonzalo](#), [Marea socialista](#), [MATAMOROS Zuleika](#), [PEREZ BORGES Stalin](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2012).

Nous [Inprecor] publions ici l'entretien de notre camarade Franck Gaudichaud avec les membres de la Coordination nationale de Marea Socialista, un courant de militants du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et de la révolution bolivarienne : Gonzalo Gómez (fondateur de site web d'informations et d'analyses [aporrea.org](#)), Stalin Pérez Borges (dirigeant syndical), Juan García et Zuleika Matamoros.

Franck Gaudichaud : À votre avis, en quoi la récente victoire électorale de Hugo Chávez est-elle importante. Quels en sont les points essentiels et quel sera son impact régional en Amérique latine ?

Gonzalo Gómez : Tout d'abord, au vu des résultats électoraux, il faut souligner que Chávez a gagné et qu'avec lui, c'est le peuple qui a gagné. La réélection de Chávez signifie que le processus révolutionnaire reste ouvert au Venezuela et que se maintient l'opportunité pour de nouveaux progrès des transformations sociales et politiques qui ont marqué la révolution bolivarienne.

Juan García : Effectivement, l'élection du 7 octobre n'a pas permis à la bourgeoisie et à l'impérialisme d'arrêter la révolution bolivarienne. Le pays poursuit toujours une orientation d'indépendance relative face à la domination impérialiste. La bourgeoisie n'est pas parvenue à gagner l'espace qui lui permettrait de rétablir ses politiques néolibérales et son contrôle direct de l'État, dont elle a été privée par le processus révolutionnaire.

Gonzalo Gómez : En ce qui concerne ta question de l'impact régional : avec la victoire de Chávez, les rapports de forces en Amérique latine continuent à être favorables à la révolution et la dite « intégration régionale ». L'option interventionniste de l'impérialisme a été affaiblie et retardée, ce qui ouvre la voie à d'autres stratégies qu'ils tentent d'utiliser, pour neutraliser la révolution bolivarienne sur la scène géopolitique latino-américaine.

Zuleika Matamoros : Cela dit, même si nous commençons notre analyse en reconnaissant la signification du triomphe de Chávez, nous devons également reconnaître la menace croissante de la droite. Lors de cette élection l'écart en faveur de Chávez a été d'un peu plus de 11 % des suffrages, ce qui est très important. Mais nous ne pouvons pas oublier que, par rapport aux élections précédentes, telle la présidentielle de 2006, le chavisme perd son avance en pourcentage d'électeurs et réduit sa distance avec la droite.

Juan García : Bien sûr, Zuleika a raison et nous devons attirer l'attention sur cela dans le débat qui

aura lieu sur les résultats des élections. En 2006, Chávez a obtenu près de 63 % des voix alors que le candidat de la droite près de 37 %. L'écart en faveur de Chávez était de 27 %. Lors de l'élection du 7 octobre 2012, Chávez l'emporte avec un peu plus de 55 % alors que Henrique Capriles Radonski obtient un peu plus de 44 % ; l'écart a été réduit en dessous de 12 %.

En nombre de voix, Chávez a obtenu environs 7.500.000 de plus qu'en 2006, alors que la droite a gagné 2.100.000 votes — il y avait plus de 3 millions de nouveaux électeurs (ce sont des chiffres approximatifs publiés aujourd'hui).

Chávez l'a remporté dans 22 des 24 États et la droite a perdu la majorité dans de nombreuses régions qu'elle dirige, mais elle s'est également renforcée dans de nombreuses grandes villes et a progressé de manière significative, tant en pourcentage qu'en nombre de votes.

Stalin Pérez Borges : C'est pour cela qu'il faut attirer l'attention sur le danger que cette tendance représente. Si le comportement électoral continuait à évoluer de la même façon que ce que nous avons observé le 7 octobre, il y aura un sérieux danger que le prochain candidat présidentiel bolivarien (que ce soit Chávez ou quiconque le remplaçant) ne perde la présidence : la droite aurait des grandes chances de l'emporter. Le même risque pourrait se manifester à mi-parcours, si l'opposition bourgeoise parvenait à s'activer autour d'un référendum révocatoire, comme elle l'a fait en 2004. C'est pourquoi, bien que nous célébrions la victoire, nous disons qu'il y a un problème car Chávez l'a remporté en reculant, alors que la droite a perdu en avançant. Et cela s'est produit quand l'abstention a été la plus faible de toutes les élections nationales récentes. C'est donc une usure électorale de Chávez dont il faut parler.

Franck Gaudichaud : **Avant de parler des causes, des raisons possibles permettant d'expliquer ce résultat, je voudrais que nous parlions un peu des grandes lignes du programme du candidat du Parti socialiste unifié de Venezuela (PSUV) lors de cette campagne...**

Gonzalo Gómez : Chávez a présenté un programme autour de cinq objectifs historiques. Le message de sa campagne recherchait un attachement émotionnel, le lien affectif avec le peuple. Pour cela, il a utilisé le slogan « Chávez, le cœur de la patrie ». Mais ce slogan, au-delà de l'impact psychologique qu'on peut lui attribuer, n'était nullement une définition idéologique de la gauche et aurait pu être employé par son adversaire de droite, Capriles Radonski. Bien sûr, ce dernier n'a pas l'impact affectif de Chávez au sein de la population et son image n'est pas associée au sentiment patriotique, à la souveraineté et à l'indépendance nationale que Chávez voulait ainsi exprimer. Mais en réalité les objectifs exposés dans les propositions programmatiques de Chávez ont été peu discutés et sa campagne a été plus centrée, en particulier au cours des dernières semaines, sur la dénonciation des menaces que représentait le programme néolibéral de Capriles et de sa coalition de droite (Coalition d'unité démocratique, MUD) pour les conquêtes sociales, économiques, politiques, démocratiques et d'indépendance nationale obtenues durant les quatorze années de la révolution bolivarienne.

Juan García : Tu sais que ce peuple a été marqué, historiquement, par sa réaction en 1989 contre la tentative d'imposer un paquet néolibéral de mesures, imaginées par le Fonds monétaire international. C'est la révolte du 27 février 1989 qui a initié la période révolutionnaire que nous vivons, c'est ainsi que la figure de Chávez a émergé tout comme le processus constituant qui a eu lieu après son accession au pouvoir en 1998. C'est pourquoi la dénonciation des intentions de Capriles de remettre en cause ces politiques a eu un si grand impact. Ici, le « spectre du communisme » que la droite utilise toujours pour effrayer les gens en leur faisant croire qu'ils vont perdre leur propriété personnelle, a un effet inverse. Cette fois-ci c'est Capriles qui a incarné la menace que le peuple vénézuélien allait se voir enlever les conquêtes accumulées sous le mandat de

Chávez : l'accès à la santé, à l'éducation, aux logements, aux pensions, la réduction de la pauvreté, etc.

Franck Gaudichaud : Quel est le bilan (critique) des derniers mois de la campagne électorale, en ce qui concerne l'action des trois acteurs essentiels : le gouvernement, le PSUV et le mouvement populaire ?

Zuleika Matamoros : En ce qui concerne le mouvement populaire, il a été étouffé par le PSUV et l'appareil gouvernemental. Le Grand pôle patriotique, qui avait généré beaucoup d'attentes et était considéré comme l'occasion de susciter une campagne enthousiaste, qui devait être un espace de participation de la base et des sujets sociaux, s'est dégonflé car ses initiatives politiques ont été séquestrées par le PSUV et par la machine électorale, qui ont imposé leur ligne. C'est désolant, car lors des élections de 2006, la participation de la base a été beaucoup plus vigoureuse et a donné de meilleurs résultats. La campagne électorale a été menée de manière beaucoup plus bureaucratique et c'est une source de dommages politiques. Le PSUV n'a pas été à la hauteur, il n'a pas été le véritable moteur de la campagne du fait de l'insistance de la bureaucratie pour étouffer les initiatives de la base et l'autonomie des mouvements sociaux. En fin de compte, le facteur le plus important dans cette campagne ce fut Chávez lui-même, qui s'est engagé à fond lors des dernières semaines, ainsi que la participation spontanée de la population consciente de la menace représentée par la droite, malgré le fait que son enthousiasme a été miné par les mauvaises expériences générées par la bureaucratisation du processus.

Franck Gaudichaud : Comment analyser la campagne de H. Capriles, ses réalisations en ce qui concerne la construction d'une opposition unifiée pour la présidentielle, sa réelle capacité de mobiliser les masses bien au-delà du « noyau dur » de la droite (et de l'oligarchie) ainsi que son résultat électoral à Caracas, et en province ?

Stalin Pérez Borges : Avec l'aide de l'impérialisme et sous sa dictée, la droite a réussi à s'unifier en réalisant une élection primaire, indépendamment de ses tensions et de ses fractures de moindre importance. Du point de vue de ses propres objectifs, elle a réalisé une campagne très réussie et a été capable de toucher les esprits des secteurs populaires mécontents, qui malgré les avantages obtenus, ressentent les abus de la bureaucratie gouvernementale au sein des institutions publiques et des entreprises d'État, tout comme ils ressentent son manque de conséquence et son inefficacité en ce qui concerne les problèmes de fond qui ne peuvent être résolus dans le cadre du capitalisme. Pour la première fois depuis des années -en fait depuis le coup d'État raté de 2002- la droite a été capable de se mobiliser dans le centre et dans l'ouest de Caracas (des zones chavistes et populaires) et de rassembler quelques 150 000 personnes dans l'avenue Bolivar de la capitale. Mais la réaction populaire chaviste du 4 octobre a permis de rassembler dans les diverses avenues avoisinantes, plus de cinq ou six fois plus de monde en même temps. Cela dit, il est clair que la droite a été capable de pénétrer peu à peu les secteurs populaires, en particulier la dite « classe moyenne », qui ne se sentent pas satisfaits et qui rendent Chávez responsable des problèmes non résolus, comme celui de l'insécurité et de la délinquance.

Franck Gaudichaud : Après cette victoire électorale s'ouvre une nouvelle période de six ans de gouvernement. Que sera ce -dernier ?- gouvernement de Hugo Chávez et comment va-t-il affronter les questions importantes telles que la bureaucratie, le clientélisme, l'inefficacité de l'État, l'insécurité, pour partie officiellement reconnues par le président ?

Gonzalo Gómez : Si l'on suit la tendance observée de croissance électorale de la droite et que l'on tient compte de l'incertitude générée par la possibilité que la droite n'aura pas à affronter Chávez lors de la prochaine élection, on ne peut pas écarter la possibilité de voir ici ce qui est arrivé aux sandinistes à la fin des années 1980, lorsque la bourgeoisie est revenue au pouvoir. Si l'on n'avance

pas les mesures anticapitalistes et si la bureaucratisation se poursuit, si l'on ne construit pas une direction collective, ouvrière et populaire, du processus révolutionnaire, si se poursuit la dépendance extrême envers Chávez... l'usure pourrait s'avérer irréversible. C'est pour cela que Marea Socialista dit qu'il faut impulser, de toutes nos forces, l'exercice de contrôle social et une véritable participation de démocratie pour affronter le bureaucratisme. Nous disons qu'il est nécessaire que Chávez ouvre un espace de consultation permanente des organisations de la classe ouvrière, des paysans, des organismes de pouvoir populaire et des mouvements sociaux actifs dans le processus, de manière à partager conception et approbation des politiques. Nous avons besoin d'une relance de l'expérience constituante, autour du nouveau programme présenté par Chávez lors de cette élection, et avec la participation des acteurs sociaux du processus dans l'exercice d'une gouvernance de type révolutionnaire. C'est avec ces mouvements que nous devons identifier les priorités et les mesures à mettre en application.

Franck Gaudichaud : Le président a été fragilisé par sa maladie et, en même temps, il a été très présent au cours des dernières semaines de la campagne et il ne fait pas de doute que son leadership charismatique et populaire a été fondamental pour la victoire. Un « chavisme sans Chávez » est-il imaginable ?

Juan García : Sans Chávez en tant que facteur rassemblant et sans la construction d'une direction collective issue du peuple organisé, nous pensons que le « chavisme » sombrera dans la dispersion et la confusion. C'est pour cela que nous disons qu'il faut construire un nouveau gouvernement qui serait l'expression réelle du mouvement populaire et des organisations de la classe travailleuse.

Franck Gaudichaud : Comment envisagez-vous maintenant les élections locales et régionales de décembre prochain ?

Zuleika Matamoros : Certains parlent d'un effet de « glissement » de la victoire électorale du 7 octobre de Chávez. Mais nous pensons que la désignation par en haut des candidats gouverneurs, sans prendre en compte et même en ignorant le rejet populaire de certains noms, ne va pas contribuer à renverser la tendance manifeste à la montée de la droite. Il y a un risque réel de perte de gouvernement régionaux et de permettre à la droite d'obtenir un rapport de forces encore plus favorable.

Franck Gaudichaud : Quelles sont les perspectives du processus bolivarien à moyen et long terme, ainsi que les positions qui s'affrontent dans l'espace politique du bolivarianisme en ce qui concerne l'approfondissement -ou non- des conquêtes et les façons de dépasser ses contradictions ? Quelles sont les positions défendues dans ce débat par votre courant, Marea Socialista ?

Gonzalo Gómez : Nous insistons de plus en plus sur la nécessité d'un courant de la gauche radicale dans le processus révolutionnaire vénézuélien. Alors que le gouvernement parle ces derniers temps de la nécessité d'une « droite responsable », avec laquelle il soit possible de dialoguer et de se mettre d'accord, nous et une bonne partie des militants radicaux, nous pensons que ce qu'il faut c'est une gauche révolutionnaire conséquente capable de faire pression en vue d'un changement d'orientation. Il faut une force capable d'orienter l'adoption des politiques qui nous conduiront à compléter la rupture avec le capitalisme, qui nous permette de dépasser le schéma d'« économie mixte » et donc facilite la transition vers le socialisme. Car la construction de la nouvelle société a été ralentie et la bureaucratie freine la solution des problèmes importants, aussi bien urgents que structurels.

Franck Gaudichaud : Où en sont les expériences de participation populaire telles les expériences de contrôle ouvrier (à Sidor par exemple) et de pouvoir populaire au niveau des quartiers (les conseils communaux) et des communes ? On parle beaucoup du

socialisme du XXI^e siècle, mais la campagne a été centrée sur des slogans plus « émotionnels » ou généraux comme « Chávez, le cœur de la patrie » : que signifie construire « le socialisme du XXI^e siècle », au-delà de la rhétorique ?

Stalin Pérez Borges : Comme tu l'as remarqué, la rhétorique prime souvent sur la politique concrète. Dans le cas du contrôle ouvrier, nous reconnaissons que Chávez a ouvert la possibilité de faire un essai, à partir de la lutte que les travailleurs ont menée ; mais le comportement de la bureaucratie étatique étouffe et pervertit ces expériences. Bien entendu, le défi auquel nous devons faire face, c'est de surmonter ces écueils par la capacité de la lutte et la conscience révolutionnaire. En ce qui concerne le pouvoir populaire, avec les conseils de quartiers et les communes, bien que cela soit une expérience très progressiste, elle reste confinée au niveau local et ces organismes émergents doivent aussi faire face à la bureaucratisation, à la cooptation par l'État et aux relations clientélistes, alors qu'il n'y a pas de politique déterminée qui leur permettrait de passer du niveau de voisinage à une réelle implication dans l'exercice du pouvoir territorial et national. C'est pourquoi nous disons que Chávez devrait lancer un appel -et nous devons l'exiger- pour que ce qui a été construit comme structures du pouvoir du peuple, ainsi que les mouvements sociaux, aient un droit d'expression au niveau du gouvernement et dans les politiques qu'il faudra imposer, en consultation étroite avec le peuple. Il faut une orientation clairement anticapitaliste et socialiste et elle passe par la mise en œuvre réelle du pouvoir des travailleurs et du peuple. ■

Propos recueillis à Caracas, le 9 octobre 2012

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 588-589 décembre 2012. <http://orta.dynalias.org/inprecor/>

* Traduit de l'espagnol par JM.